

CONDENSÉ SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS



Le Traité ABM

■ La troisième conférence d'examen du Traité américano-soviétique sur les missiles anti-missiles balistiques (ABM) signé en 1972, laquelle on attendait depuis longtemps, s'est tenue à Genève du 24 au 31 août. Elle avait été précédée par un débat acerbe, au sein du gouvernement américain, quant à savoir s'il fallait accuser l'URSS d'avoir violé le Traité de façon déterminante en construisant une vaste installation radar près de Krasnoyarsk, ville de la Sibérie centrale. Washington (tout comme la plupart des experts indépendants de la limitation des armements) soutient depuis longtemps que le radar, qui n'est pas situé à la périphérie de l'URSS et n'est pas orienté vers l'extérieur du pays, viole une clause fondamentale du Traité, dont l'objet est d'empêcher que des radars d'alerte lointaine soient intégrés à un réseau national de défense contre les missiles balistiques. L'URSS affirme toujours que le radar est un système de poursuite spatiale, aspect qui n'est pas visé par le Traité. Pourtant malgré tout attention aux préoccupations américaines, elle a interrompu en octobre 1987 la construction du radar, dont l'achèvement exigera encore trois ou quatre ans, d'après les services américains de renseignement. Selon ces derniers, le radar n'a pas une grande importance militaire, étant donné sa vulnérabilité.

Si la mise en place du radar est considérée comme une «violation déterminante» du Traité, les Américains auraient là un bon motif pour abroger l'accord, ce que souhaite de nombreux partisans de l'Initiative de défense stratégique (IDS). Le Département d'État américain et le Comité mixte des chefs d'état-major seraient, dit-on, opposés à une telle mesure, notamment parce que l'URSS serait dès lors mieux placée que les États-Unis pour construire, relativement rapidement, un réseau de défense à l'échelle du pays.

Tandis que le débat se poursuivait à Washington, l'URSS a annoncé le 19 juillet qu'elle était disposée à démanteler l'installation radar de Krasnoyarsk selon un processus vérifiable qui dissiperait tout doute dans l'esprit des États-Unis, à condition que ces derniers conviennent de respecter le Traité ABM tel qu'il a été signé en 1972. Les Soviétiques avaient offert auparavant de démanteler le radar, mais seulement si les États-Unis acceptaient de leur côté de démolir deux de leurs nouveaux radars au Groënland et en Grande-Bretagne, lesquels, selon Moscou (et certains experts de la limitation des armements), constituent eux-mêmes des violations du Traité. Le désaccord subsistant au sujet de l'interprétation du Traité ABM compte parmi les principaux obstacles à la conclusion d'un nouvel accord sur la réduction des armements stratégiques (START). Le Département d'État américain a favorablement accueilli la nouvelle proposition soviétique, en disant qu'elle représentait «un pas en avant», mais il a continué d'exiger le démantèlement immédiat et inconditionnel du radar. Le débat sur la question des «violations déterminantes» a été interrompu provisoirement aux États-Unis le 8 août, quand la Maison-Blanche a annoncé que la décision ne serait prise qu'après la conférence d'examen.

Contrairement aux deux conférences d'examen antérieures (1977 et 1982), celle qui s'est tenue à la fin d'août n'a pas abouti à un communiqué conjoint réaffirmant les objectifs et les fins du Traité. La délégation américaine a par la suite dit avoir bien précisé aux Soviétiques que Washington ne signerait aucun traité START tant que le radar n'aurait pas été démantelé. De son côté, la délégation soviétique a menacé de se retirer des négociations START si les États-Unis abandonnaient le Traité ABM. Elle a révélé qu'elle avait proposé à la réunion des mesures telles que la notification de la construction de nouveaux radars, l'établissement d'un consensus sur les moyens de distinguer entre eux les radars de

défense contre les missiles et ceux des autres types, et l'inspection par l'un ou l'autre bloc, selon le cas, des radars faisant l'objet d'un litige. Plus tard, on a appris que les Soviétiques avaient évoqué la possibilité de doter en personnel, conjointement avec l'Ouest, la station radar de Krasnoyarsk, mais que les États-Unis, craignant que leurs effectifs soient expulsés de l'URSS en temps de crise, avaient rejeté cette solution. Moscou aurait également proposé officiellement de remplacer le radar par une antenne parabolique moins puissante et orientée mécaniquement (les Américains ont également rejeté cette idée, en disant qu'elle était insuffisante).

Le 16 septembre, dans un discours prononcé à Krasnoyarsk, le secrétaire général Gorbatchev a publiquement offert de convertir l'installation radar en un «centre de coopération internationale pour les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique», centre qui relèverait d'une organisation mondiale de l'espace. L'offre ne s'accompagnait, semble-t-il, d'aucune condition, mais M. Gorbatchev, faisant allusion aux radars que les États-Unis ont construits au Groënland et en Grande-Bretagne et dont son pays conteste la légitimité, a déclaré que l'URSS s'attendait à ce que Washington lui emboîtât le pas par suite de l'initiative susmentionnée. Les porte-parole américains ont répondu que la proposition serait acceptable aux yeux de Washington, à condition qu'elle aboutisse au démantèlement du radar ou à sa conversion en un autre genre de système, et non à une «légitimisation» pure et simple de son achèvement et de sa mise en service.

Le 6 octobre, les autorités soviétiques auraient proposé que des experts techniques des deux blocs se réunissent pour examiner les détails d'un plan soviétique portant sur le démantèlement ou la modification du radar. Les États-Unis auraient accepté en principe la tenue d'une telle réunion.

À la fin d'octobre, le gouvernement soviétique a annoncé que le radar serait effectivement converti en un centre de recherche spatiale

dirigé par des civils, et qu'il s'attendait à ce que les Américains fassent de même pour leurs installations au Groënland et au Royaume-Uni. Au moment d'aller sous presse, les États-Unis n'avaient pas encore répondu.

La limitation des essais nucléaires

■ Le Traité sur la limitation partielle des essais, adopté en 1963, interdit la mise à l'essai d'engins atomiques dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique, ou sous l'eau. Le 4 août, date du 25^e anniversaire du Traité, cinq pays siégeant à la Conférence du désarmement à Genève ont amorcé une campagne en vue de le transformer en un accord d'interdiction totale des essais; pour cela, ils ont présenté au Royaume-Uni, aux États-Unis et à l'URSS (les «pays dépositaires») le texte d'une modification visant à interdire aussi les essais souterrains. Si un tiers des parties au Traité appuient la modification proposée, ce qui semble certain puisque cent pays ont sanctionné l'idée l'année dernière à l'Assemblée générale de l'ONU, les pays dépositaires seront tenus de convoquer l'an prochain une conférence de toutes les parties signataires pour étudier le libellé de la modification. Cependant, pour amender effectivement le Traité, il faudra l'assentiment d'une majorité des parties, y compris les trois gouvernements dépositaires. Or, les États-Unis et le Royaume-Uni sont toujours opposés à une interdiction totale des essais. Les partisans de la tenue d'une conférence espèrent que cette dernière incitera ces deux pays au moins à envisager de changer leur position.

Comme ils en ont convenu pendant leurs pourparlers qui se poursuivent sur les essais nucléaires à Genève, les États-Unis et l'URSS ont mené cet été une expérience conjointe de vérification (ECV) à deux polygones d'essais nucléaires souterrains, l'un au Nevada, le 17 août, et l'autre à l'emplacement